

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°30 - VENDREDI 27 MARS 2009

Européennes Au diable la cohérence politique...

A la bonne heure, José Bové nous apprend qu'il ne s'est pas vendu aux vieux démons du libéralisme économique. Dans un récent chat du monde.fr il (ré) affirme que « *l'écologie n'est pas compatible avec le capitalisme* ». Ouf ! de soulagement. Et pourtant, on en douterait presque. Que diable fait-il aux côtés de Daniel Cohn-Bendit, celui qui a vanté le traité de Lisbonne – véritable plaidoyer prolibéral – et distribué un bon point à Sarkozy pour avoir eu « *beaucoup d'énergie* » lors de la présidence française de l'Union européenne ? Que diable fait-il aux côtés d'Eva Joly, fidèle supportrice du ni droite/ni gauche de François Bayrou ? Au diable la cohérence politique ! Désormais, avec la liste Europe-Écologie, l'écologie devient un tiroir fourre-tout. Au point que les Verts, clairement ancrés à gauche depuis les années 1980, flirtent sur une ambiguïté idéologique et politique qui fait désordre (1).

Europe-Écologie rassemble sur ses listes des capitalistes jusqu'au-boutistes tout comme des partisans de la décroissance, des antisystèmes et antimarchés. Les uns pensent que l'écologie est soluble dans le marché, la concurrence, le libre marché et la production à outrance. Les autres pas. Forcément, les uns sont avant tout capitalistes et profondément libéraux, les autres écologistes et fièrement de gauche. Les anticapitalistes quant à eux, écologistes à leurs heures, iront se vendre sur le marché européen par lots, séparément (pour se compter ?). Le lot NPA, le lot PC/PG et le lot LO. La logique dit que dans cette course à l'élection européenne, ils seront en concurrence. Mais après tout, au diable la cohérence politique ! L'écologie rassemble. L'anticapitalisme divise.

Il reste donc à faire le deuil de ces égarements. Mais il faut le dire, le souligner, l'affirmer : l'écologie est de gauche. Elle lui appartient. La question écologique et environnementale n'est pas soluble dans le capitalisme. Pas plus que Bové n'est utile – ni même n'a sa place – dans Europe-Écologie. C'est sur la base d'un anticapitalisme affirmé et assumé qu'il faut porter un projet social et nécessairement écologique. C'est donc avec les écolos radicaux, les communistes, les socialistes [de gauche], les trotskystes, les altermondialistes, les féministes qu'il convenait [et convient, pour l'avenir] de se rassembler. Pour une cohérence politique qui soit à la hauteur des enjeux sociaux et écolos. Mais non. Il en est autrement. Tant pis ! Au diable la cohérence politique...

● **PIERRE JACQUEMAIN**

1. Voir sur ce sujet le dossier spécial du mensuel Regards d'avril « *L'arnaque du capitalisme vert.* »

LE MERLE MOQUEUR

Pourquoi Sarkozy n'arrive-t-il pas à moraliser le capitalisme comme Obama ? C'est parce qu'il en a une toute petite. De nation. ●

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

Une AG ça se prépare :

→ Enjeux de société, espaces unitaires

→ Du Débat à l'action et réciproquement

Paroles unitaires et audacieuses :

→ Guadeloupe, la question politique

LKP : Liyannaji kon pwofitasyon (Ensemble contre les profiteurs)

Après 44 jours de grève générale, de manifestations, de négociation, un protocole d'accord a été signé, mercredi 4 mars 2009, entre le collectif Liannaj Kont Pwofitasyon, LKP, les Collectivités locales et l'Etat. Incroyable victoire, l'accord porte sur les 20 revendications dites immédiates de la plate-forme de revendications qui en compte 146. La grève générale est dès lors « suspendue » et les négociations se poursuivent sur les autres points dits à moyen et long termes. Eclairages sur un mouvement historique et les raisons d'une victoire

Débutée le 20 janvier 2009, jour de l'investiture de Barack Obama, la grève générale en Guadeloupe s'est achevée par un accord le 4 mars. Extrêmement détaillé, le protocole compte 165 articles : prix bloqué de la baguette, embauche d'enseignants, octroi de billets d'avion à prix réduits, tarifs bancaires revus à la baisse, essence moins chère, etc. Il récapitule les avancées obtenues sur les 146 revendications initiales du LKP. En annexe est joint l'accord « Jacques Bino » du nom du syndicaliste abattu. Il prévoit une augmentation de 200 euros des bas salaires. En préambule (cf. annexe *Cerises*) ce texte reconnaît « que la situation économique et sociale actuelle existant en Guadeloupe résulte de la pérennisation du modèle de l'économie de plantation », et que « cette économie s'appuie sur des rentes de situation de monopole, des abus de positions dominantes qui génèrent des injustices »...

Après un ultime bras de fer avec le Medef, les salariés guadeloupéens qui gagnent moins de 1,4 fois le smic verront leur salaires augmenter de 200 euros. Patronat, collectivités, Etat : tous vont contribuer. Quand on interroge le syndicaliste Elie Domota sur le fait qu'une part essentielle de ces augmentations de salaires seront prises en charge par les finances publiques, il fait remarquer « Les entreprises ont toujours été subventionnées par l'argent public. Les lois successives sur l'outre-mer ont ménagé une large place

aux exonérations de cotisations patronales. Les grandes entreprises bénéficient depuis des années des aides de l'État. Le dispositif sur lequel nous avons abouti a été proposé par les petites entreprises de Guadeloupe. » (*L'Humanité* du 4 mars).

Pour une fois donc, la grève en Guadeloupe ne s'est pas terminée par épuisement des acteurs et pourrissement d'une situation. A l'origine de cette victoire, l'extraordinaire mobilisation de toute

la population. Il est arrivé que près de 20% des habitants de l'île descendent ensemble dans la rue. Le LKP, Liyannaji kon pwofitasyon (Ensemble contre les profiteurs), fut l'artisan de cette mobilisation. Collectif de quarante-huit organisations syndicales, associatives, politiques et culturelles de Guadeloupe, il est emmené par le principal syndicat de l'île, l'UGTG. Mais le LKP représente bien toutes les tendances, toutes les professions, tous les milieux sociaux de ●●●

LE PARTI COMMUNISTE GUADELOUPÉEN ET L'INDÉPENDANCE.

Le Parti communiste guadeloupéen, parti indépendantiste, avance ces propositions comme base commune de revendications :

- Obtenir de l'ONU, la réinscription de la Guadeloupe sur la liste des nations et Peuples à décoloniser.
- Négocier avec le Pouvoir colonial français :
 - L'abrogation du premier alinéa de l'article 72.3 de la Constitution française, réduisant le Peuple guadeloupéen à une population dans le Peuple français.
 - La reconnaissance du droit du Peuple guadeloupéen à l'autodétermination.
 - L'exercice de ce droit dans le cadre d'une Assemblée constituante élue à la proportionnelle intégrale.

Pour réaliser ces objectifs, le PCG invite les forces politiques, sociales, culturelles et les associations de défense à entrer en mouvement pour exiger du gouvernement de la France :

- Le report des élections régionales prévues pour 2010.
- La mise en place, par la voie électorale, en 2010, d'une Assemblée constituante, élue à la proportionnelle intégrale avec comme compétence l'élaboration d'un projet de statut politique et la définition des voies d'un développement économique, social et culturel.

L'organisation d'une consultation populaire en 2011, sur la base du projet de statut élaboré par la Constituante et négociée avec l'Etat français.

●●● l'fe. La plate-forme commune porte sur tous les aspects de la vie, du social au culturel. La précision détaillée de ses revendications, 146 au total, fut le socle de son efficacité. Ce qui au début fut un sujet d'ironie de la part des autorités et des parties adverses (Comment voulez-vous qu'on traite 146 points de revendications?) devint une force redoutable. Tous furent contraints de les examiner une à une. Et d'y répondre.

Pour la députée Christiane Taubira (1) il s'agit bien d'un mouvement global face à «une crise globale. Une crise sociale, bien sûr, la majorité des revendications portées par le collectif a trait à la demande de plus de justice sociale. Une crise économique: le collectif LKP a mis en cause la logique économique de ces territoires, la logique des monopoles. Et c'est évidemment une crise identitaire, culturelle. C'est une crise très profonde mais qui porte en même temps les germes d'une refonte de la société». Analyse partagée avec les intellectuels réunis autour des romanciers Edouard Glissant et Patrick Chamoiseau. Eux aussi se livrent à une lecture globale du mouvement. Dans «Saisir l'impossible aux collets» (2), ils insistent sur l'importance de la transversalité du mouvement: «La force de ce mouvement est d'avoir su organiser sur une même base ce qui jusqu'alors s'était vu disjoint, voire isolé dans la cécité catégorielle – à savoir les luttes jusqu'alors inaudibles dans les administrations, les hôpitaux, les établissements scolaires, les entreprises, les collectivités territoriales, tout le monde associatif, toutes les professions artisanales ou libérales...

Mais le plus important est que la dynamique du Lyannaj – qui est d'allier et de rallier, de lier, relier et relayer tout ce qui se trouvait désolidarisé – est que la souffrance réelle du plus grand nombre (confrontée à un délire de concentrations économiques, d'ententes et de profits) rejoint des aspirations diffuses, encore inexprimables mais bien réelles, chez les jeunes, les grandes personnes, oubliés, invisibles et autres souffrants indéchiffrables de nos sociétés. La plupart de ceux qui y défilent en masse découvrent (ou recommencent à se souvenir) que l'on peut saisir l'impossible au collet, ou enlever le trône de notre renoncement à la fatalité».

Pas plus en Guadeloupe qu'ailleurs cette unité n'était pas donnée d'avance. Il a

fallu la construire. Comme le rappelle Christiane Taubira «Le LKP a soldé 30 ans de conflits syndicaux. Ils se sont retrouvés et sont restés solidaires. C'est une nouvelle culture syndicale qui s'est mise en place et c'est fondamental pour l'avenir.» Pour Elie Domota, le syndicaliste leader du LKP, «l'unité vient du puissant soutien de la population guadeloupéenne. Le rassemblement à la base a poussé les organisations à l'union. On peut sonder toutes les couches de la population, le soutien au combat mené par le LKP est unanime». Lui-même a joué un rôle décisif. Il a tout fait pour que l'unité du mouvement soit préservée et pour que les décisions prises au sein du front soient respectées par tous. S'il bénéficie d'un soutien populaire, c'est qu'il a effectivement su conserver l'union du mouvement, tout en ne diluant pas les revendications du LKP dans un consensus mou. D'un calme olympien, d'une précision d'horloger dans ses explications, il ne se perd pas en vaines indignations ou en digressions interminables (Cf son portrait).

Mais pas plus en Guadeloupe qu'ailleurs la solution politique n'est apparue. Toujours pour Christiane Taubira une des conséquences de ce mouvement aurait même été d'approfondir le vide politique. Elle parle d'un «regard nouveau des Guadeloupéens sur la classe politique, l'Etat et les "profiteurs". Ils ont compris que ces derniers représentaient des groupes de personnes organisés pour préserver leurs intérêts. Il y a eu une sorte de prise de conscience accélérée. La classe politique n'a pas échappé à un diagnostic sévère. Le discrédit est maintenant profond. Les gens de la rue disent qu'ils sont déçus par leurs élus». Le parti communiste guadeloupéen dans un long communiqué revient lui aussi sur les carences politiques: «Les collectivités locales et, particulièrement, les élus sans position politique claire et sans principes, sortiront affaiblis de ce conflit, voire, pour certains, disqualifiés. La démission fracassante de Jean-Claude Malo, pré-

sident de l'association des maires, annonce le début des dégâts collatéraux. En fait, surpris par la puissance de ce mouvement social qu'ils n'ont pas vu venir, trop éloignés qu'ils sont des préoccupations populaires, déstabilisés par la pertinence de la plate-forme du LKP, alors qu'ils étaient déjà embarqués dans des stratégies électorales, ils se sont fourvoyés sur l'objectif de ce mouvement. Ils ont affiché leur impuissance au grand jour et, souvent, leur hypocrisie politique, acharnés qu'ils sont à défendre leur légitimité qui n'était pas menacée.

La participation du conseil régional et du conseil général au financement de la baisse des bas salaires et les réponses, même positives, qu'ils portent aux autres revendications, n'arriveront pas à gommer l'idée aujourd'hui dominante dans l'opinion que, les élus guadeloupéens, dans leur grande majorité, n'ont pas été à la hauteur de la situation. Pire, qu'ils n'ont pas apporté un franc soutien à la mobilisation populaire».

Besoin d'unité, absolue nécessité de globalité, de transversalité, crise politique: La Guadeloupe n'est pas ailleurs. Nous vivons bien sur la même planète.

● CATHERINE TRICOT

(1) interview à la République des Lettres.

(2) A lire dans: «Saisir l'impossible au collet»



CHRONIQUE D'UN MOUVEMENT

5 décembre : première réunion à l'appel de l'UGTG. Une proposition de manifestation le 16 décembre pour la baisse du prix de l'essence est acceptée par l'ensemble des organisations présentes.

16 décembre 2008 : manifestation à Pointe-à-Pitre 7000 personnes défilent contre la vie chère à l'appel de 31 organisations syndicales, politiques et associatives. Le sous-préfet reçoit une délégation de 15 personnes et affirme qu'il n'a rien à dire sur les revendications qui lui sont présentées.

Meeting devant la mairie. Une analyse de la situation est présentée à la foule. Succès : unité du peuple guadeloupéen en marche.

17 décembre 2008 : manifestation à Basse Terre – 4000 personnes

Refus du préfet, occupé à un «chanté nwel», de recevoir les dirigeants des organisations.

17 décembre 2008 au 20 janvier 2009 : réunions de préparation de la plate-forme de revendications de Liyannaj Kont Pwofitasyon.

19 janvier : grève illimitée des gérants de station service.

20 janvier 2009 : grève générale lancée à l'appel de toutes les organisations syndicales, membres du LKP. Nombreux piquets de grève dans les entreprises. Grande manifestation à Pointe-à-Pitre – 15 000 manifestants.

21 janvier 2009 : déboulé vers le centre commercial Milenis et l'aéroport Pôle Caraïbe où un millier de manifestants font face à 400 gendarmes pendant près de deux heures. Les services d'enregistrement de bagages sont occupés par les manifestants. Vols retardés. Le LKP demande l'ouverture de négociations globales avec l'Etat, le conseil général, le conseil régional et le patronat sur la base de sa plate-forme de revendications.

22 janvier 2009 : invitation du préfet à une table ronde. Refus du LKP qui réaffirme sa volonté et sa disponibilité immédiate, pour l'ouverture de négociations globales. Il exhorte les travailleurs et le peuple de Guadeloupe à poursuivre le mouvement de grève générale.

23 janvier 2009 : réponse à l'invitation du préfet concernant l'ouverture de négociations globales entre toutes les parties. Les présidents des conseils régional et général et de l'association des maires étant absents, les négociations ne seront pas ouvertes.

24 janvier 2009 : 25 000 manifestants à Pointe-à-Pitre. Les échanges commencent à 18h00 en présence de toutes les parties, (Etat, Collectivités, Patronat et LKP). Discussion ouverte sur l'accord de méthode. Présence exceptionnelle de Canal 10 qui retransmet en léger différé.

25 janvier 2009 : «*Mas a Konsyans*» «*Mas a pwofitasyon*». 40 000 participants.

26 janvier 2009 : Signature de l'accord de méthode proposé par le LKP. Echanges retransmis en direct par RFO, Canal 10.

28 janvier 2009 : rupture des négociations par le préfet après lecture d'un message du secrétaire d'Etat Yves Jégo. Echanges retransmis en direct par RFO, Canal 10.

30 janvier 2009 : grand déboulé à Pointe-à-Pitre - 65 000 manifestants.

31 janvier 2009 : Concert de solidarité Dominik Coco, Admiral T, Iman, Sainsily, Timalo

1^{er} février 2009 : grand déboulé «*Mas a onsyans*» «*Mas a pwofitasyon*». Arrivée d'Yves Jégo en Guadeloupe.

2 février 2009 : groupes de débrayage qui parcourent Pointe-à-Pitre et sa périphérie. Rencontre Jeunesse guadeloupéenne et LKP à LaKasa

4 février 2009 : 1^{re} rencontre avec Yves Jégo aux Affaires maritimes à Pointe-à-Pitre. Présentation de la plate-forme de revendications. Echanges diffusés par Radyo Tanbou.

5 février 2009 : reprise des négociations à Basse Terre. Yves Jégo demande le départ de la presse et des journalistes après les interventions liminaires.

6 février 2009 : poursuite des négociations

7 février 2009 : déboulé à Basse Terre, 18 000 manifestants.

13h00 : reprise des négociations sur la question des salaires. Elles durent toute la nuit. A Pointe-à-Pitre : concert de soutien avec Patrick Saint Eloi, Simenn' kontra, Smiley, Timalo, Soft,...

8 février 2009 : à 8h00 du matin, après vingt heures de négociations, un accord est trouvé sur les modalités de mise en œuvre de l'augmentation des salaires de 200 euros. La partie patronale refuse de signer si cet accord n'est pas assorti d'un engagement formel de l'Etat confirmant sa contribution au financement de l'augmentation de salaire réclamée. Un rendez-vous est pris à 16h00 afin de procéder à la signature de cet accord après réception de l'engagement de l'Etat.

Départ précipité d'Yves Jégo vers la France alors même que le LKP se rend à la réunion de 16h00 comme prévu à Basse Terre.

9 février 2009 : Grand déboulé dans les rues de Basse Terre, Pointe-à-Pitre en Marie Galante, lus de 100 000 Guadeloupéens.

10 février 2009 : Conseil interministériel à Paris sur la situation en Guadeloupe. François Fillon s'adresse à la nation en déclarant que l'Etat ne peut intervenir dans les relations sociales ni participer à l'augmentation des sa-

lares. François Fillon invalide les engagements de l'Etat, présentés le 28 janvier par Yves Jégo. Retour d'Yves Jégo en Guadeloupe accompagné de deux médiateurs MM. Bessières et Lopez.

11 février 2009 : reprise des négociations à Basse terre concernant la question des salaires. LKP réclame que les discussions se poursuivent sur la mise en œuvre de l'accord convenu le dimanche 8 février 2009.

12 février 2009 : après avoir rencontré les six délégations patronales, les médiateurs constatent que leur mission est impossible. LKP considère qu'il ne peut s'agir de négociations sur les salaires puisque l'accord du dimanche 8 février est acquis. Il reste à l'Etat à s'entendre avec la partie patronale sur les modalités de financement. LKP ne peut dorénavant que discuter des conditions de mise en œuvre de l'accord. Le LKP attend une convocation à cet effet.

13 février 2009 : le soir, devant le Palais de la Mutualité, diffusion du documentaire «*Les derniers maîtres de la Martinique*». Suivi du soutien d'artistes comiques de Guadeloupe.

14 février 2009 : Happening de plasticiens devant le Palais de la Mutualité. Vente de matériel médical à destination des handicapés. Déboulé au Moule et commémoration des travailleurs Guadeloupéens tués au Moule, le 14 février 1952. «*Swaré léwòz*» avec Akiyo Ka.

15 février 2009 : «*Mas an konsyans*» à Pointe-à-Pitre

16 au 21 : durcissement de la mobilisation, barrages.

17 février : décès par balle de Jacques Bino (employé des impôts, syndicaliste à la CGTG, membre du «Mouvman Kiltirèl Akiyo»,...)

19 février 2009 : rencontre entre les élus parlementaires d'Outre - Mer et le président de la République, Nicolas Sarkozy. Intervention télévisée du président.

20 février : reprise des négociations entre les représentants syndicaux, les «socio-professionnels» et les médiateurs...

L'après-midi : rencontre entre le LKP et les artistes (Lakaza, Baie-Mahault)

21 février : suspension des négociations en vue d'une reprise le lundi 23. Veillée mortuaire de Jacques Bino à Petit-Canal.

22 février 2009 : enterrement de Jacques Bino.

23 février 2009 : reprise des négociations

24 février 2009 : suspension des négociations par le préfet

26 février 2009 : signature d'un accord inter-professionnel sur l'augmentation des bas salaires...

QUI EST ELIE DOMOTA ?

Le succès du mouvement lui doit aussi beaucoup. Elie Domota a su maintenir uni le front du LKP, donner corps aux revendications et exaspérations de la population, conduire subtilement et fermement les négociations avec l'Etat et le patronnat local. Portrait d'un jeune leader.



Syndicaliste, Elie Domota, 42 ans, fut la figure de proue et la voix très écoutée des manifestants guadeloupéens durant près de trois mois. Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG), elie Domota est né il y a quarante-deux ans dans le quartier populaire de Bas-du-Bourg, sur la Basse-Terre, fils d'un charpentier et d'une femme de ménage. Adolescent, il fait ses premières armes de militant au sein des Jeunesses ouvrières chrétiennes. A 20 ans, il s'envole pour Limoges, où il obtient une maîtrise d'administration économique et sociale, ainsi qu'un troisième cycle d'urbanisme.

Sitôt son cursus achevé, il retourne vers la «mère Guadeloupe» et fait, entre 1993 et 1995, ses débuts dans le syndicalisme. Il se fait remarquer par son calme. Entre janvier et mars 2009, chaque soir, le nouveau secrétaire du syndicat, l'homme à la petite moustache, aux bonnes joues, aux jeans et tee-shirt rouge, trouve les mots qui parlent au cœur des Guadeloupéens. Indiscutablement, il a «senti» comme personne la crise sociale qui se joue sur l'île. Invariablement, une vague d'acclamations l'accueille lorsqu'il monte sur l'estrade et lance, en créole : «*Bien le bonsoi', peup' Gwadeloup* » Il se saisit du micro, lève le poing au ciel et dénonce «*les békés qui nous exploitent*». Il argumente sur le statut de l'île : «*La Guadeloupe est une colonie, parce que, dans un département français, jamais on n'aurait laissé pourrir la situation avant d'intervenir.*» En quatre semaines de grève générale, Domota le syndicaliste s'est métamorphosé en leader d'un mouvement qui fait chavirer la Guadeloupe entière. Lysette, 77 ans, explique : «*Nous devons prendre soin de lui, car il nous est envoyé par Dieu pour répondre, enfin, aux attentes du peuple guadeloupéen.*»

La grande réussite de Domota est d'avoir joué sans fausse note une partition subtile. «*Remarquable stratège*», selon les patrons, qui ne l'apprécient guère, le leader du collectif a su maintenir le lien entre la population et les manifestants, rompant avec des mouvements de grève sans lendemain qui depuis 2002 ont été souvent marqués par la violence et échouant à recueillir l'adhésion populaire.

Avisé, il trouve toujours du temps pour évoquer avec les journalistes présents sur l'île, en français, «*la mobilisation paisible mais déterminée du peuple guadeloupéen*». Pacifiste convaincu, l'homme multiplie les références aux périodes sombres de l'histoire guadeloupéenne, citant volontiers le drame de mai 1967 lors duquel plusieurs dizaines de manifestants ont été tués par les forces de l'ordre. Il fait un tabac en comparant le mouvement de grève de février 1952, à l'occasion duquel quatre Guadeloupéens sont morts, avec celui de 2009. À l'heure de clore ses harangues, il aime répéter : «*Jou nou ke mete a jounou, peke vwe jou* », «*Il n'est pas encore venu, le jour où nous nous mettrons à genou.*» ● C.T.

L'UGTG, LE LKP ET L'INDÉPENDANCE.

Dans les déboulés, un air est sur toutes les lèvres «*la Guadeloupe, elle est à nous, la Guadeloupe, elle n'est pas à eux.*». La question de, l'indépendance n'a pourtant pas été au cœur du conflit : il n'y avait pas de consensus au sein du LKP. Ainsi, Elie Domota, secrétaire général du syndicat indépendantiste UGTG (1) mais surtout porteparole du LKP n'a jamais porté cette revendication. Il répondait ainsi à une question du Figaro :

«*Le débat institutionnel n'a jamais été posé par le LKP. Seulement la presse, M. Sarkozy et quelques politiciens l'ont posé. Le peuple guadeloupéen demande plus de respect, plus de dignité, du travail, la fin de la discrimination raciale, l'augmentation des salaires et des formations pour assurer l'avenir de la jeunesse. Voilà ce que nous voulons. Le débat institutionnel, lui, a été monté de toutes pièces pour noyer le poisson. Ce n'est pas une évolution statutaire ou institutionnelle qui réglera ces problèmes sociaux.*

Le LKP est pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et moi aussi. Mais quand je dis ça, il y en a plein – encore récemment les envoyés du Modem – qui me demandent ce que nous voulons faire de ce droit. Je trouve ça particulièrement déplacé ! Est-ce que je vous demande, moi, ce que vous en faites, vous, du droit de votre peuple à disposer de lui-même ? Ce droit, vous l'exercez sans y penser, en acceptant la présence de minorités sur votre sol, et en leur demandant de

respecter vos prérogatives naturelles de peuple majoritaire. Alors que nous, les Noirs, majoritaires sur cette île, nous y vivons exactement comme au temps de l'esclavage avec la même organisation sociale, la même domination culturelle et économique. La culture majoritaire, ce n'est même pas la nôtre, c'est celle des Blancs. Ce que je crois, c'est que rien n'est fait pour le développement économique de la Guadeloupe. Tout est fait pour en faire une terre de consommation des surplus de l'Union européenne. Tout est fait pour que les Guadeloupéens soient des zombies en Guadeloupe. Mais cette grève leur a ouvert les yeux. Ils savent maintenant, ils ont compris. Et si on ne remédie pas à cette situation très vite, en commençant par rétablir l'équilibre sociologique, professionnel et économique qui correspond à la répartition démographique des différentes composantes de la société guadeloupéenne – car attention : personne ne dit que les Blancs ne sont pas guadeloupéens, nous sommes tous guadeloupéens ! ce sera le chaos.» –

(1) L'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) est la principale organisation syndicale guadeloupéenne. Fondée le 2 décembre 1973, elle a recueilli 52% des voix lors des élections prud'homales de décembre 2008. Ses préambules précisent qu'elle regroupe «*les travailleurs de Guadeloupe, sans distinction de race, d'opinion publique, philosophique, religieuse, unis par la volonté de défendre leurs intérêts matériels et moraux.*» Depuis son origine, elle est dirigée par des militants issus du mouvement indépendantiste guadeloupéen.

L'unité pour une alternative en Europe : jusqu'au bout !

Les réunions de la Fédération et de ses composantes, samedi 28 et dimanche 29 mars, devraient permettre de prendre une position commune sur les européennes et de lancer une nouvelle étape pour la construction de la Fédération.

Le MRC et les Alternatifs ne participeront pas au Front de gauche du PCF et du PG. Le premier a indiqué dimanche 22 mars que «les négociations engagées avec ces organisations achoppent sur une divergence de fond quant à la manière de redresser la construction européenne»

avec le rejet «révélateur» d'un amendement «indiquant qu'on ne fera pas l'Europe sans et, à plus forte raison, contre les nations qui sont le lieu privilégié de l'expression démocratique et de la solidarité. (...) Une alliance électorale sans principe ni débouché stratégique ne correspondrait pas à notre conception de l'action politique».

Le même jour a été connu le résultat du vote des militants des Alternatifs, qui a donné 30 % des voix pour une alliance avec le Front de gauche, 31 % pour une liste avec le NPA et 35 % pour ne participer à aucune liste. Un deuxième tour va voir lieu avec les deux motions ayant obtenu les meilleurs scores en lisse (résultat le 28 mars), la position de retrait de la campagne électorale pouvant vraisemblablement l'emporter.

Alter Ekolos et Ecologie solidaire ont, de leur côté, diffusé un texte qui indique entre autres: «(...) les conditions politiques (ne sont) pas réunies aujourd'hui

pour intervenir dans l'une ou l'autre liste qui se dessine à gauche aux élections européennes. S'agissant des Verts, l'orientation de la liste Europe-Ecologie apparaît aujourd'hui en net décalage avec les préoccupations majeures du moment. (...)» Concernant le Front de gauche : «Si nous regardons avec intérêt les avancées du Parti de gauche sur la question écologique, il reste que l'accord avec le PCF pour ces élections

pour l'instant, ne correspond pas à un cadre où puissent se retrouver toutes les forces de transformation sociale et écologiste.» Enfin, sur le NPA : « Cette évolution de la LCR marque la continuité d'une extrême gauche qui veut se compter et poursuivre son chemin à la recherche d'un bon score encouragé par celui de la présidentielle d'Olivier Besancenot. (...) Nous proposons d'approfondir la réflexion de la Fédération, en particulier sur les questions de projet et stratégique.»

Autre composante de la Fédération, l'ADS explique ainsi ses raisons de participer au Front de gauche : « (...) Chacun sait que nous nous étions prononcés, avec la Fédération

pour une Alternative sociale et écologique, pour une liste unitaire regroupant toutes les forces opposées au Traité de Lisbonne, c'est-à-dire le NPA, le PCF, le Parti de gauche, la Fédération avec ses différentes composantes et des écologistes. Malheureusement, cette proposition n'a pas prévalu. (...) Devant ●●●

Bien des Collectifs unitaires continuent de porter l'exigence d'unité, tout en faisant savoir qu'ils ne seront pas les soutiens d'une campagne construite sans eux.

fait apparaître une démarche qui semble avant tout partidaire et qui interroge sur les possibilités d'évolution d'une telle dualité. Notons cette incapacité ou difficulté à reconnaître des formes nouvelles d'organisation comme celle de la Fédération. Ce front très délimité se contente d'aller à la pêche aux personnalités et,

RENCONTRE FÉDÉRATION – PARTI DE GAUCHE

« Le 25 mars a eu lieu la rencontre entre une délégation de l'exécutif provisoire de la Fédération (Clémentine Autain, Martine Billard, Pierre Cours-Salies, Roland Mérieux, Gilles Monsillon, Pierre Zarka) et une délégation du PG (conduite par François Delapierre et Eric Coquerel) au siège de ce dernier. La délégation de la Fédération a parlé d'une seule voix et a demandé au PG d'intervenir pour que le rassemblement en vue des élections européennes inclue le processus de Fédération et relance l'ensemble du processus unitaire sans exclusive de manière à couvrir le champ social le plus large possible. Le PG y a opposé un refus, arguant du fait qu'il était persuadé que la présence de la Fédération ferait éclater le Front de Gauche du fait de la réaction du PC. Il a juste proposé à ceux qui participent à la Fédération de contribuer à la campagne sur le terrain et d'examiner l'éventualité de participation de quelques personnalités locales sur les places restant vacantes sur les listes ».

RELEVÉ DE DISCUSSION DE LA DÉLÉGATION.

À TABLE !

●●● *la situation, le collectif d'ADS a demandé qu'un de ses membres intègre la liste du Front de gauche (...). Partisans d'une force politique nouvelle à gauche qui puisse éviter la bipolarisation totale de la vie politique et proposer des solutions alternatives anticapitalistes durables, nous sommes aussi conscients que le débat et l'action politiques ne souffrent dans le contexte actuel ni l'absence ni le silence. C'est ce qui a finalement guidé notre choix pour ces élections européennes.»*

En fait, la piètre tactique du noyau dirigeant du PCF a échoué : négocier avec les composantes de la Fédération pour la diviser (en annonçant, par exemple, un accord certain avec les Alternatifs) ; chercher le ralliement de personnalités ; multiplier les arguties pour ne pas construire avec d'autres, à égalité... sans parler du double discours concernant la conception du Front : le concept permettait une convergence avec des forces ayant des approches différentes – dont le MRC – mais... pas avec la Fédération !

Pour l'unité, jusqu'au bout

Du coup, au niveau local comme au niveau national, bien des Collectifs unitaires continuent de porter l'exigence d'unité de toute la gauche de transformation sociale, tout en faisant savoir qu'ils ne seront pas les soutiens d'une campagne construite sans eux.

Si les campagnes respectives du NPA, et du PG et du PCF sont maintenant lancées, la Fédération pourrait, elle, souligner jusqu'au dépôt des listes l'absurdité de la division, dans le contexte économique, social et politique actuel. C'est ce qui ressort souvent des échos et discussions dans les comités locaux.

Dans le même temps, au-delà des choix individuels de participer à telle ou telle campagne, la volonté de continuer à construire un espace politique de type nouveau se manifeste par un nombre croissant de réunions locales pour lancer la Fédération. L'objectif de la doter maintenant d'une stratégie lisible, d'en faire un acteur et de la construire en lien avec les mouvements est très largement souligné.

● GILLES ALFONSI

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
Queues de Cerises : Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant
Avec la collaboration de Armandine Mathivet

DÉCOUVREZ LE MENSUEL DE LA GAUCHE CRITIQUE !



En kiosque le 4 avril

Ce mois-ci dans « Regards » :
L'arnaque du capitalisme vert
Evaluation : tous notés !
DOM, derniers confettis d'empire
Documentaire : l'évasion de Vaujour

Abonnez-vous !
www.regards.fr

5 villa des Pyrénées, 75020 Paris 01 47 70 01 90 - abonnement@regards.fr



Ode à Bashung...

Après avoir triomphé aux Victoires de la musique, c'est avec « *le souffle coupé* », « *la gorge irritée* » qu'Alain Bashung nous a quittés samedi 14 mars. Le chanteur de « *Vertige de l'amour* », « *Osez Joséphine* », « *Angora* », « *Madame rêve* », « *Résidents de la République* » – j'en passe et des meilleures – aura marqué la scène rock française avec une musique envoûtante et un phrasé maîtrisé, le tout sans relâche. C'est avec virtuosité qu'Alain Bashung jouait avec les mots, les mêlant à une musique électrique, nourrie notamment de guitares lancinantes, d'un harmonica – premier instrument de l'artiste – apportant ainsi une sonorité blues, puis violon et piano pour la touche classique et planante. Il a accompli un exercice, dans lequel peu d'artistes ont réussi, une pensée à Gainsbourg qui lui aussi a excellé dans ce registre : faire du rock avec la langue française. Malgré ces débuts difficiles dans les années 1960, il rencontra le succès à partir des années 1980, avec le fameux titre « *Gaby, oh Gaby* », qui s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires. Il a connu ses moments de doute, ou il sortit *Play Blessures* et *Figure imposée*, deux albums sombres et torturés, trop restés dans l'ombre des succès commerciaux mais qui sont à découvrir. Comme il l'a si bien écrit « *la vie d'artiste n'est pas rose, n'est pas sans tache comme un navire qui tangue, qui rompt sans relâche* ». Depuis le début des années 1990 il « *prend des trains à travers la plaine* » pour réaliser avec succès des concerts dans les grandes salles de France. Il parle de l'amour, de la vie, de la mort, jonglant entre légèreté et gravité tel un acrobate qui cherche l'équilibre « *sur un trapèze* ». C'est avec grâce et par la singularité de son style qu'Alain Bashung faisait se rencontrer poésie et mélodie. Il aura réussi à s'imposer comme le plus grand artiste de la chanson française apparu après

majestueux album *Le dernier des géants* donné par la rédaction *Inrockuptibles*, a une tournée exceptionnelle contre les vertiges fumeur, alcool, h... convaincu, « *résid* » Bashung fait parti amenant un brin d



le rose à des reflets de bleu... ● A.M.

Alain Bashung, *Bleu Pétrole*, 11,99 euros

COCKTAIL

A la ronde. « Fermelement opposés à la loi Pécresse sur la réforme des universités et la mastérisation, des enseignants-chercheurs se relayent jour et nuit depuis lundi sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris pour une « ronde des obstinés ». Tour à tour, ils prennent place dans la ronde pour exprimer leur mécontentement et demander le retrait des réformes de l'université. De nombreuses universités parisiennes ont rejoint le mouvement à l'initiative de l'université Paris 8. La référence est, dans un registre évidemment moins dramatique s'agissant des revendications portées par les universitaires mobilisés, celle des rondes des Mères de la Place de Mai en Argentine ». Sources : liberation.fr



Photos Photothèque du Mouvement Social. www.phototeque.org

Pas de paix à Strasbourg. A quelques jours du sommet de l'OTAN, il a été fermement demandé aux strasbourgeois-es de décrocher de leurs balcons les drapeaux « PACE » et « Non à l'OTAN ». Un dirigeant local du PCF eu la visite des forces de l'ordre pour avoir contesté l'exigence préfectorale. Le PCF a d'ailleurs lancé un appel : « *partout dans le pays accrochons le drapeau aux fenêtres, balcons, pour ainsi dessiner un gigantesque arc-en-ciel pour la Paix et inviter à la grande manifestation du 4 avril prochain* ». Toutes les infos sur la mobilisation « *Stop G-20, nous ne paierons pas pour leurs crises* » sur <http://www.stop-g20.org/>



Calotte contre capote. Suite au propos du Pape selon lequel « le préservatif aggrave le problème du sida », des militants communistes, écologistes et d'Act Up se sont retrouvés dimanche dernier pour distribuer des capotes sur le parvis de Notre-Dame-de-Paris. Face à la petite trentaine de militant-e-s pacifistes, une centaine de jeunes catholiques conservateurs – euphémisme ! des extrémistes de droite en fait – s'étaient donné rendez-vous pour cogner du « gauchiste ». (Photos AFP/François Guillot)